Quel projet pour quels objets ?

Les collections rurales de La Courneuve

The Rural Collections of La Courneuve: which Project for which Type of Objects?

Mikaël Petitjean

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ephaistos/9305>

DOI : 10.4000/ephaistos.9305

ISSN : 2552-0741

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Mikaël Petitjean, « Quel projet pour quels objets ? », *e-Phaïstos* [En ligne], IX-2 | 2021, mis en ligne le 26 octobre 2021, consulté le 28 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/9305> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ephaistos.9305>

Ce document a été généré automatiquement le 28 octobre 2021.

Tous droits réservés

Quel projet pour quels objets ?

Les collections rurales de La Courneuve

The Rural Collections of La Courneuve: which Project for which Type of Objects?

Mikaël Petitjean

- 1 La question « quel objet pour quel musée ? » rejoint les interrogations plus larges sur la définition du « musée » et son sens au sein de la société, partagées par nombre d'acteurs du champ muséal, qu'ils soient techniciens du patrimoine, chercheurs, élus, bénévoles ou visiteurs. La récente « Mission Musée XXI^e siècle » a témoigné de la vitalité de ces questionnements au sein des équipes muséales (Eidelman 2017). La question renvoie à l'équilibre, voire la tension, entre les enjeux de la conservation des collections et ceux de leur médiation.
- 2 Les deux fonctions nécessitent la plupart du temps des espaces et des compétences distincts. Elles peuvent être dans une certaine concurrence (Chaumier 2016), ou bien dans une complémentarité que l'on observe dans de nombreuses initiatives dans les musées des beaux-arts, les musées de société ou les musées techniques¹.
- 3 L'étude des collections rurales du musée des cultures légumières de La Courneuve proposée dans cet article apporte un regard décalé sur ce couple objet/musée. Constituées durant « l'âge d'or » des musées ruraux, ces collections se sont trouvées dans une singulière impasse muséale, cumulant une absence de projet et un excès d'objets.
- 4 Cet article évoquera dans un premier temps la genèse de ce musée municipal dans la banlieue industrielle du nord-est parisien. Dans un second temps, il reviendra sur les années d'ouverture du musée et de constitution des collections, de 1984 à 2000, notamment afin d'interroger la tension entre la dimension matérielle et scientifique de la collecte des objets et la dimension publique, mémorielle et politique du musée. Enfin les étapes d'un nouveau projet patrimonial entre 2000 et 2020 seront évoquées.

La création d'un musée en banlieue : entre quête d'identité territoriale et affirmation d'un droit culturel (1973-1983)

- 5 À l'instar d'autres villes transformées par l'urbanisme des Trente Glorieuses, La Courneuve opère un virage patrimonial, mémoriel et historique dans les années 1970 alors que la ville est confrontée à trois phénomènes.
- 6 D'une part, le territoire est frappé par la crise économique qui suit le choc pétrolier de 1973. Les nombreuses usines et ateliers métallurgiques du territoire connaissent une récession brutale et licencient plusieurs milliers de salariés. Certaines usines emblématiques ferment, comme Mécano, d'autres subsistent, parfois après des mobilisations ouvrières.
- 7 D'autre part, la municipalité affronte de nombreuses problématiques urbaines, sociales et politiques consécutives à la construction du programme des « 4000 Logements » entre 1962 et 1964. La Ville doit adapter les services municipaux pour accueillir les 15 000 nouveaux habitants : voirie, groupes scolaires, structures de santé, offre socio-éducative et culturelle, emploi... Les premières malfaçons sont constatées dès l'été 1964 tandis que sont dénoncées les premières violences liées à des « bandes de jeunes ». Cette double image, violence d'un côté et habitat dégradé de l'autre, est mise en lumière par la presse nationale en 1971 lors de l'« affaire du Narval »². Après plusieurs semaines de violences, le ministre de l'Équipement Albin Chalandon se rend à La Courneuve et y dénonce les grands ensembles dans les cités moyennes (Pouvreau 2010) : l'utopie urbaine est devenue un repoussoir.
- 8 Enfin, la vie politique municipale connaît un rebond inattendu en 1973 avec le décès du maire, Jean Houdremont (1924-1973). Sous ses deux mandats, la Ville a développé une politique culturelle ambitieuse, particulièrement en matière d'art contemporain. James Marson (1926-2017) lui succède et s'empare d'un nouvel objet culturel en devenir : le patrimoine.
- 9 À La Courneuve, les enjeux archéologiques sont très faibles jusqu'en 1973. Les principaux vestiges sont constitués d'une tombe du IV^e siècle accompagné de céramiques et d'une pièce de monnaie, un Trajan, disparu par la suite. La découverte durant l'année 1973 de sarcophages mérovingiens du VI^e ou VII^e siècle sous l'église Saint-Lucien marque les esprits et démontre une continuité d'occupation du site de Saint-Lucien et donc une « histoire longue » de La Courneuve au-delà de l'installation de l'abbaye de Saint-Denis au XII^e siècle. Gilles Rollin, professeur d'histoire et secrétaire de l'éphémère Société d'histoire locale, réalise en 1974 une exposition (Rollin 1974a) et un court ouvrage restituant des cartes postales anciennes du territoire (Rollin 1974b). Anne Lombard-Jourdan, historienne au CNRS, s'attelle vers 1976 à l'écriture d'un ouvrage sur l'histoire locale et la Ville recrute un archéologue municipal en 1979.
- 10 La commune coédite l'ouvrage d'Anne Lombard-Jourdan en 1980 et réalise en octobre deux expositions. La première est installée dans l'hôtel de ville et dédiée à l'histoire agricole du territoire, l'autre est montée dans le centre culturel Houdremont et s'intitule *Archéologie en Seine-Saint-Denis*. Le conseil municipal acte la même année la création d'un musée de La Courneuve, acquiert une ancienne maison de culture et recrute un chargé de recherche.

Fig.1. Vernissage de l'exposition *La Courneuve, des origines à 1900*, le 3 octobre 1980

La dizaine de photographies prises à cette occasion témoigne d'un public largement composé des familles des donateurs et anciens maraîchers du territoire courneuvien et de la Plaine des Vertus.

Crédit : Archives municipales de La Courneuve, Fonds de l'Ecomusée (indexation en cours).

- 11 Dès 1981, trois premiers lots d'outils agricoles sont acquis par la Ville auprès de maraîchers courneuviens pour amorcer une collection municipale autour du patrimoine maraîcher. En juin 1982, les travaux d'aménagement du futur musée courneuvien sont validés et le musée des cultures légumières ouvre ses portes en février 1983. On peut y contempler les espaces intérieurs et extérieurs d'une maison de cultivateurs : mobiliers, outils, harnachements, mais aussi tombereaux, tarares créent un îlot de ruralité au cœur de La Courneuve. Le jardin cultivé attenant parachève l'ensemble. Une section archéologique donne à voir l'histoire ancienne du territoire.

Fig. 2. Inauguration du musée des cultures légumières, le 18 février 1983

On distingue le « marais » attenant à la maison de culture accueillant le musée.

Crédit : Archives municipales de La Courneuve, Fonds de l'Ecomusée (indexation en cours).

- 12 Cette réalisation rapide s'intègre dans une dynamique nationale d'essor des musées et particulièrement des musées ruraux (Dupuis 2015) et de réinvention des canons patrimoniaux (Poulot 2013) comme de la muséologie. Elle s'intègre également dans une quête d'un récit identitaire pour nombre de villes franciliennes (Faure 2003) qui s'accompagne parfois d'une politique patrimoniale innovante. Des villes nouvelles créent des musées de société, comme à Saint-Quentin-en-Yvelines en 1977 ou Savigny-le-Temple en 1986. Au sein de la petite couronne, en 1981, Saint-Denis ouvre ainsi un musée d'art et d'histoire, dirigé par un ancien élu courneuvien³, puis une unité d'archéologie. En 1979, l'écomusée de Fresnes est initié par Françoise Wassermann et inauguré par la municipalité socialiste en 1984.
- 13 Pour la municipalité communiste courneuvienne, l'annonce d'une création muséale en 1980 s'inscrit dans une politique de réalisation d'équipements culturels : le conservatoire (1965), les bibliothèques, le centre culturel (1978). Néanmoins, lorsque le musée est qualifié de « contribution inséparable des luttes pour une démocratie véritable et un avenir meilleur » (James Marson in Lombard-Jourdan, 1980), il est difficile de ne pas songer au matérialisme historique. Théorisé par Karl Marx et Friedrich Engels, ce dernier fait de la transmission de l'histoire un des leviers de la transformation de la société⁴. Cette réalisation courneuvienne s'inscrit par ailleurs dans une ligne politique partagée avec les élus communistes de Saint-Denis et Aubervilliers pour laquelle la défense du patrimoine « vivant » (les emplois ouvriers) et du patrimoine bâti sont une composante de la lutte des classes (Djament 2020).

Un musée en quête d'une collection et d'un projet (1984-1998)

- ¹⁴ L'ouverture du musée courneuvien au 11 rue de l'Abreuvoir est marquée d'emblée par une ambiguïté concernant les objectifs de cet équipement. Le Journal d'Aubervilliers évoque « un tremplin qui devrait permettre de concrétiser l'histoire des couches laborieuses sur notre sol depuis le 19^e siècle sans pour cela se borner à La Courneuve »⁵. La note méthodologique réalisée par le musée en 1984 après quelques mois de fonctionnement donne à voir les incertitudes de l'équipe et les écarts avec le projet municipal initial.
- ¹⁵ Les intentions de l'équipe dépassent dès 1984 le territoire communal et le patrimoine rural, au bénéfice d'une approche plus large visant les patrimoines de la « banlieue », dans une approche comparative et pluridisciplinaire. Le patrimoine rural est désigné comme étant « d'appréhension aisée » et donc destiné aux publics scolaires du premier degré. Le musée, dans sa dimension de médiation et d'accueil des publics, se réduit dès lors à une « annexe » visitée de façon autonome par les classes, les enseignants bénéficiant de formations dédiées. D'autres priorités sont mises en avant pour les agents du musée : la réalisation de bureaux, d'un centre de documentation pour accueillir des chercheurs ainsi qu'une salle de conférence⁶.
- ¹⁶ Dès 1984, l'équipe sollicite et obtient la constitution d'une association, l'Association pour la reconnaissance et l'étude du patrimoine de la banlieue Nord de Paris (AREPBNP). Sa création vise à s'émanciper du territoire municipal, de bénéficier de subventions du Département et de l'État et d'associer des personnalités extérieures du champ de la recherche. Cette autonomisation vis-à-vis de la Ville se double d'un discours ambigu concernant les enjeux de conservation. Ces derniers sont évoqués parfois comme un impératif nécessaire s'imposant au musée (« c'est la règle du jeu »⁷), mais aussi comme une mission revendiquée⁸.

Fig. 3. Jardin attenant au musée des cultures légumières, photographié au début des années 1990.

On distingue au premier plan les carrés maraîchers accueillant les productions du musée et en arrière-plan un arrosoir des collections, visiblement utilisé pour le jardinage quotidien.

Crédit : Archives municipales de La Courneuve, Fonds de l'Ecomusée (indexation en cours).

Fig. 4. Cour intérieure du musée des cultures légumières au début des années 1990.

On distingue plusieurs éléments des collections, de gauche à droite : des paniers et divers contenants, un tarare, un tombereau. Accroché et posé contre le mur : un râteau, une faux et un fléau, une herse en bois et d'autres en métal, diverses houes, râteau et binettes ainsi qu'un rouleau.

Crédit : Archives municipales de La Courneuve, Fonds de l'Ecomusée (indexation en cours).

Fig.5. Scénographie de la chambre à coucher visible dans le musée au début des années 1990.

Le mobilier aurait été acquis en même temps que la maison auprès de la famille Moulu.

Crédit : Archives municipales de La Courneuve, Fonds de l'Ecomusée (indexation en cours).

- 17 Cette évolution va à l'encontre de l'histoire de la plupart des musées ruraux publics. En général, ces derniers sont créés par une association puis intégrés au service public dans un second temps, processus qui s'accompagne de tensions et souvent d'une dépréciation des collections rurales (De Laubrie 2008). À La Courneuve, le musée municipal tente sans succès de devenir associatif afin de développer les activités de son choix. Placée sous la présidence du Maire de La Courneuve, l'AREPBNP est financée principalement par la Ville qui supporte les charges fixes. Elle est aidée par le ministère de la Culture et le Département qui la missionnent ponctuellement pour conduire des recherches comme l'inventaire du patrimoine industriel sur les communes d'Aubervilliers et La Courneuve⁹.
- 18 Cet attelage est néanmoins fragile et la Ville ne peut suivre les souhaits d'extension de l'AREPBNP. Elle prête à l'association des bureaux plus modestes au 38 avenue de la République ainsi que 400m² dans la friche Mécano pour installer des réserves provisoires. La Ville souligne dans le même temps des attentes en matière d'ouverture du musée au public, notamment les scolaires. Elle aménage une crypte archéologique sous l'église Saint-Lucien et réalise des travaux pour améliorer l'accueil au 11 rue de l'Abreuvoir en 1990. L'AREPBNP semble partager cette volonté de médiation mais elle souhaite également assumer fortement une recherche scientifique transdisciplinaire et non limitée territorialement. Travaux archéologiques, recherches historiques et réalisation d'inventaire sur commandes, réalisation ou accueil de colloques universitaires, formation d'enseignants, les champs d'activités s'étendent mais les financements apportés par les partenaires, ou « clients » extérieurs ne couvrent pas les coûts de fonctionnement de la structure.

- 19 Les collections d'objets agricoles ne deviennent ainsi qu'un élément parmi une multitude de fonctions, notamment d'étude urbaine, illustrant le propos de Dominique Poulot sur la diversification du patrimoine dans les années 1980 au risque de sa banalisation et son affaiblissement (Poulot 2013).
- 20 En 1993, l'AREPBNP confirme ses prétentions scientifiques à l'échelle de la région et revendique la constitution d'un conseil d'administration présidé par un universitaire. Trois « conférenciers » et chercheurs à temps partiel sont salariés et complètent les deux agents municipaux. Parallèlement, le musée rencontre, en 1992 et 1995, un certain succès, notamment auprès des publics scolaires. La mise en place d'un événement festif biennuel « Marché au musée », permet la découverte du site par un public plus large¹⁰.

Fig.6. Affiche de la dixième et dernière édition de « Marché au musée », octobre 1998

Crédit : Archives municipales de La Courneuve, Fonds de l'Ecomusée (indexation en cours).

- 21 La fermeture pour travaux des espaces intérieurs en 1995 du 11 rue de l'Abreuvoir met un terme à l'accueil régulier des publics. Les espaces intérieurs ne sont plus ouverts de façon régulière et l'AREPBNP renforce ses activités de recherche avec l'organisation d'un colloque en 2000 et des contributions de ses membres à deux Abécédaires sur les fruits et légumes édités chez Flammarion. La Drac propose en 1998 au musée de solliciter l'agrément pour les collections en réalisant un inventaire et en s'orientant vers un musée de type « patrimoine scientifique, technique et naturel », mais ces démarches n'aboutissent pas, d'autant que le volume de collections continue d'augmenter (voir Fig.1)

Fig. 7. Évolution des collections et des publics 1983-2002

Crédit : Mikaël PETITJEAN, Ville de La Courneuve, 2021.

- 22 En 1999, l'AREPBNP cesse les opérations « Marchés au musée », arguant que « l'association a consenti trop de temps et d'efforts pour ce travail d'animation, au détriment de ses travaux de recherche qui, de ce fait, ont pris du retard »¹¹. L'AREPBNP, déjà distante des habitants depuis 1995, s'éloigne définitivement du modèle de l'écomusée. Par son travail de recherche et de collecte, elle cherche désormais un positionnement à la croisée des universités et des collections muséales techniques. Néanmoins, cette ambition semble freinée par un volume de collections considérable dont la gestion et la conservation deviennent un sujet problématique.

Des audits au chantier des collections (2000-2018)

- 23 La fin des années 1990 ouvre une séquence de profonde remise en question avec diverses tentatives pour faire aboutir un nouveau projet muséal. Dans un rapport réalisé en 1998 à destination des potentiels financeurs et partenaires publics, l'équipe dresse un état des lieux des activités en cours et des perspectives. Les recherches ethnographique et historique y occupent une place centrale autour de trois sujets d'étude : le maraîchage, le logement et le patrimoine industriel. L'archéologie médiévale ne fait plus partie des sujets de l'équipe. Les rapports réalisés en 1999 et en 2000 indiquent la volonté d'une partie de l'équipe de s'affranchir d'un cadre écomuséal considéré comme trop étriqué, pour viser un objet « plus large et plus universel », à savoir un musée d'horticulture de type patrimoine scientifique, technique et naturel¹².
- 24 Parallèlement, l'AREPBNP souhaite abandonner sa référence géographique à la « banlieue nord » et poursuit son activité de collecte ethnographique en direction du Val-d'Oise, engagé semble-t-il dès 1992. L'équipe compte alors deux agents statutaires à temps plein et quatre agents contractuels à temps partiel. En mai 2000, le directeur des affaires culturelles de la Ville préconise de mettre un terme au portage associatif et de constituer un écomusée en régie municipale. Ce dernier a pour vocation de réunir à proximité du 11 rue de l'Abreuvoir les fonctions réparties sur différents sites (réserves, bureaux, espaces muséographiques). L'équipe est chargée de réaliser un inventaire afin

de pouvoir établir les besoins en matière de réserves et d'envisager une labellisation « musée de France ». En 2002, cet inventaire comporte 6090 lignes réparties en quatre « pôles » d'un « musée des fruits et légumes d'Île-de-France » : « cultures maraîchères » (le plus important), « cultures légumières », « pôle fabricant et taillandier » et « pôle fruitier ».

- 25 La Ville commande un audit au cabinet Option Culture en 2002 afin d'élaborer des hypothèses de travail à partir de cet inventaire. Un groupe de travail est constitué avec la direction des musées de France, la direction régionale des affaires culturelles, la Fédération des écomusées et des musées de société et le Département de la Seine-Saint-Denis. L'audit souligne l'intérêt de ces collections qui pourraient solliciter une labellisation « Musée de France » et propose deux hypothèses pour le projet scientifique et culturel de la future structure : un écomusée porté par la Ville, centré sur le territoire courneuvien et ses habitants, pouvant ponctuellement s'ouvrir sur les territoires voisins, ou une structure muséale portée par d'autres collectivités et dédiée au patrimoine rural régional.

Fig.8. Réserves du musée en 2002

On distingue une organisation en trois travées, auxquelles s'ajoutaient des pièces annexes contenant des objets par thématique (outils fruitiers par exemple). Cette organisation était largement illisible en 2019.

Crédit : Archives municipales de La Courneuve, Fonds de l'Ecomusée (indexation en cours).

- 26 Le manque de lien entre le musée et le territoire courneuvien tout comme l'imposante collection agricole déjà constituée incite Option Culture à préconiser la seconde option. Cette dernière n'emporte pas l'adhésion du Département et de la Région. Dès lors, la Ville entame un long processus pour concevoir un projet patrimonial cohérent, soutenable financièrement et humainement. La mise en place de l'établissement public territorial Plaine-Commune et sa labellisation comme « Ville et Pays d'art et

d'histoire » offre des perspectives techniques et financières nouvelles, mais insuffisantes pour créer un musée¹³.

- 27 Pourtant, par-delà ces difficultés, la montée en puissance des enjeux écologiques et sociaux du XXI^e siècle s'accompagne d'un intérêt plus marqué des publics pour des collections agricoles (De Laubrie 2008). Le regard porté sur les collections rurales courneuviennes change. Constituées dans les années précédentes pour leur valeur de « remémoration intentionnelle », elles sont relues à l'aune de problématiques écologiques de plus en plus pressantes, acquérant ainsi une valeur d'usage pratique, permettant de médiatiser une histoire du travail de la terre, de la production agricole en prise avec les enjeux contemporains : essor des circuits-courts de vente, des productions « bio » et issues de producteurs locaux. Elles sortent ainsi du champ de l'injonction mémorielle et manifestent davantage l'intérêt de la société contemporaine pour « les réalisations des hommes du passé » (Davallon 2006).
- 28 L'absence de lieu d'exposition dans la Ville et les problématiques de stabilité du bâti du 11 rue de l'Abreuvoir limitent néanmoins le champ des possibles. Le bâtiment demeure sans affectation et, en 2009, le jardin est mis à disposition d'une association. La monstration des collections est cantonnée au hors-les-murs à l'occasion d'expositions réalisées avec des partenaires. En 2012, l'exposition *Savez-vous planter les choux*, réalisée au Parc de Bagatelle avec la Ville de Paris, marque la réalisation la plus aboutie et témoigne d'une réelle attente du public.
- 29 En 2012, l'ancienne usine Hydromanutention accueillant les réserves depuis 1995 font l'objet d'un projet de démolition prévu dans le courant 2019. Un déménagement des réserves en direction des sous-sols du Centre culturel Jean Houdremont est décidé. Ce nouveau site présente des conditions de conservation préventive satisfaisantes et il permet d'envisager une solution pérenne. En revanche, largement plus étroit que les réserves initiales, il ne permet pas d'accueillir l'intégralité des collections.
- 30 En 2018, le principe d'un chantier des collections est acté par la Ville, ainsi qu'une amorce de politique de valorisation des collections par des prêts et dépôts auprès de partenaires issus ou non du champ patrimonial. Un chantier des collections archéologiques est conduit par le bureau du patrimoine archéologique du Département de la Seine-Saint-Denis sous la direction d'Ivan Lafarge et avec l'aide de l'archéo-anthropologue Élodie Wermuth¹⁴. Il permet l'enlèvement des collections lapidaires et anthropologiques issues des fouilles conduites dans les années 1970 et 1980. Ces collections n'ayant plus de raison d'être conservées par la Ville depuis le départ de l'archéologue municipal, ces dernières sont en dépôt auprès du bureau du patrimoine archéologique du Département et en cours de tri et d'étude en vue d'un versement définitif.
- 31 Le chantier des collections agricoles présente un cas de figure différent, dans la mesure où les opérations de tri doivent être réalisées avant le déménagement. Un protocole de chantier est défini avec la conservatrice-restauratrice en charge du projet (Foucher 2019), afin de définir un « cœur de collection » à partir des dizaines de milliers d'objets entreposés dans les réserves. Ce protocole est proposé en amont du chantier aux acteurs concernés par le devenir de ces collections : la Drac Île-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis, l'agglomération Plaine-Commune, le Mucem et le musée départemental de Seine-et-Marne.

Fig. 9. Vue du chantier des collections, mars 2019

Crédit : Mikaël PETITJEAN, Ville de La Courneuve, 2019.

- 32 Le tri vise prioritairement à éliminer les éléments dont la conservation devient impossible en raison de leur état général. Parmi ces objets éliminés se trouvent de très nombreux éléments en osier, des cagettes, des châssis et éléments de coffrage infestés par des insectes xylophages, mais également de nombreux éléments métalliques dont la corrosion ne permettait plus une consolidation et une stabilisation. Les harnachements de chevaux et les textiles contaminés par de nombreux champignons ont été largement éliminés. Leur traitement aurait été extrêmement coûteux. Ces micro-organismes présentent un risque potentiel pour la santé humaine et peuvent aisément contaminer le reste des collections.
- 33 En complément de cette approche sanitaire, le chantier des collections vise également à réduire le volume des ensembles récurrents. Dans certains cas, la prise de décision a pu être évidente, comme pour la quinzaine de mètres cubes d'un même sac en toile de jute, ou bien la douzaine de mètres cube de paillasses. Dans d'autres cas, la sélection a demandé de croiser d'autres facteurs afin d'estimer la valeur patrimoniale. Celle-ci a pu porter sur la connaissance de l'objet en mobilisant la bibliographie existante. En présence d'un numéro d'inventaire, il a parfois été possible de déterminer le lien de l'objet ou non avec le territoire proche, ou avec un ensemble d'objets, un donateur-témoin, etc. Enfin, la singularité des objets, la présence d'indications textuelles et signes distinctifs a également permis de déterminer les choix de conservation.
- 34 En fonction de la grille d'analyse croisant ces approches sanitaires et patrimoniales, les objets se sont vu confier une destination : conditionnement pour déménagement vers les nouvelles réserves, réemploi pour les objets pouvant présenter une valeur d'usage mais ne présentant pas de valeur patrimoniale avérée, benne pour les objets n'entrant pas dans les catégories précédentes en raison de leur état de conservation.

- 35 Le chantier mobilise pendant quatre mois une équipe de six spécialistes en conservation-restauration et six techniciens d'art ainsi que le chargé de projet de la Ville (Foucher et Petitjean 2020). Il aboutit à un inventaire de 2079 lignes d'inventaire pour un ensemble de 3575 items allant du véhicule hippomobile ou motorisé aux cloches à salades. Ce chantier met en évidence les difficultés de conservation pour une collection constituées de matériaux fragiles (diverses essences de bois largement attaqués par des insectes xylophages, métaux présentant des corrosions actives, textiles dégradés) et des assemblages complexes et pondéreux comme les véhicules et machines-outils agricoles. 150m³ d'éléments organiques ont pu faire l'objet d'une anoxie dynamique dans les nouvelles réserves du centre culturel, essentiellement des éléments non pondéreux manipulables par une ou deux personnes.

Fig.10. Traitement par anoxie dynamique des éléments non pondéreux, août 2019

Crédit : Mikaël PETITJEAN, Ville de La Courneuve, 2019.

- 36 Les éléments les plus pondéreux sont particulièrement problématiques. Parfois fragiles, souvent volumineux, ils se révèlent délicats à manipuler. Leur conservation tout comme leur présentation au public sont problématiques car ils nécessitent des espaces considérables. Leur restauration est coûteuse et, contrairement à certains musées ruraux, à La Courneuve, elle ne peut reposer sur un réseau de passionnés connaissant ce matériel. Peu documentés, ces objets doivent être reliés à leur donateur par un travail documentaire encore à conduire. À l'issue du chantier, ils sont stockés pour cinq ans dans un site temporaire afin que la Ville étudie leur devenir. Faute de solution à long terme, leur réattribution à une nouvelle collection ou leur élimination semble inéluctable.

Fig.11. Manipulation d'un tombereau réalisée en 2019 à l'occasion du chantier des collections.

Bien que le tombereau roule encore, cette opération se révèle délicate et dangereuse en raison du poids et de l'instabilité des éléments.

Crédit : Mikaël PETITJEAN, Ville de La Courneuve, 2019.

Un projet patrimonial en construction à partir de collections réduites

- 37 Ce chantier des collections permet d'envisager une refonte du projet patrimonial et culturel à partir de collections resserrées et dont la conservation est soutenable par la Ville. Afin de proposer au plus vite une visibilité de ces collections pour les publics, un partenariat est noué avec la Ferme ouverte de Saint-Denis. Voisine du territoire et gérée par les Fermes de Gally dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Saint-Denis, cette structure vise à faire découvrir l'agriculture d'hier, aujourd'hui et demain aux publics. Elle dispose d'un espace muséographique intérieur et extérieur dans lequel les collections courneuviennes trouvent leur place.

Fig.12. Présentation des objets mis en dépôt auprès de la Ferme ouverte de Saint-Denis

Après un traitement pour stopper la corrosion active, ces collections ont été traitées et mises en hauteur pour permettre leur présentation en extérieur. Un suivi régulier permet d'évaluer d'éventuelles dégradations des objets.

Crédit : Mikaël PETITJEAN, Ville de La Courneuve, 2019.

- 38 Parallèlement, une convention de dépôt a été signée avec l'établissement public territorial Plaine-Commune afin de permettre aux équipes œuvrant dans les serres et les parcs du territoire de se saisir d'un ensemble d'outils des collections de la Ville afin de réaliser des actions de médiation auprès des publics. Près de 250 items ont ainsi été mis en dépôt pour cinq ans. De façon plus ponctuelle, une série d'une vingtaine d'items a été prêtée à la Bibliothèque Forney à l'occasion de son exposition *Nourrir Paris* en 2020.
- 39 La deuxième étape du projet validé par le conseil municipal consiste à finaliser en 2021-2022 la réalisation des réserves dans les sous-sols du centre culturel. Ces dernières sont appréhendées dans une logique de « banque d'objets » prêtables auprès d'acteurs patrimoniaux ou non. Dans le cas des collections rurales courneuviennes, la question n'est ainsi plus « quel objet pour quel musée » mais « quels usages pour ces objets ».
- 40 Le maintien d'une politique de prêt constitue une des conditions de la réussite d'une troisième étape, celle de la valorisation des collections sur le territoire courneuvien. Le site du 11 rue de l'Abreuvoir présente pour cela un potentiel qui demeure intact en dépit d'un bâti fragile¹⁵. Dans un territoire départemental où les espaces agricoles ont presque disparu et où les habitants sont originaires du monde entier, il constitue une opportunité pour proposer une offre culturelle appréhendant le patrimoine rural à travers les questionnements sur les modèles alimentaires et agricoles, le Grand Paris ou encore le réchauffement climatique dans les espaces urbains et périurbains.

BIBLIOGRAPHIE

Écomusées et musées de société. Fonctionnement, actions et dynamiques, enquête OCIM-FEMS, données 2017

Agriculture urbaine à Paris et en Île-de-France. Savez-vous planter les choux, mémoire d'une exposition, Ville de Paris, Direction des Espaces verts et de l'Environnement, Paris, 2012

Muséologie et ethnologie, RMN, coll. « Notes et documents des musées de France », Paris, 1987

BALLARINI Marie, « Musées et financements participatifs. Nouvelles pratiques et représentations », *Réseaux*, vol.1, n°219, 2020, p.203-240 ; DOI : 10.3917/res.219.0203

CHAUMIER Serge, « Pourquoi la muséologie ne devra plus être une composante du patrimoine », in Mairesse François (dir.), *Nouvelles tendances de la muséologie*, coll. *Musées-Mondes*, La Documentation française, Paris 2016

DAVALLON Jean, *Le don du patrimoine : une approche communicationnelle de la patrimonialisation*, Paris, Hermès-Sciences-Lavoisier, 2006

DE LAUBRIE Édouard, « Patrimoine rural et développement durable », in CHAUMIER Serge, PORCEDDA Aude, *Musées et développement durable*, La Documentation Française, coll. *Musées-Monde*, Paris, 2011

DJAMENT Géraldine, « Patrimonialisations, territorialisations et mobilisations dans la banlieue rouge : Plaine Commune et le patrimoine de banlieue », *L'Espace Politique* [En ligne], vol.38, n°2, 2019, mis en ligne le 28 février 2020, consulté le 22 février 2021 ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6726>

DUPUIS Richard, *La patrimonialisation du monde agricole : L'exemple des musées de 1920 à nos jours*. Thèse de doctorat en histoire, Université de Reims Champagne-Ardenne, soutenue le 2 avril 2015

EIDELMAN Jacqueline (dir.), *Inventer des musées pour demain. Rapport de la mission Musées XXI^e siècle*, La Documentation française, Paris, 2017

FAURE Alain, « Un faubourg, des banlieues, ou la déclinaison du rejet », *Genèses*, vol.51, n°2, 2003, p.48-69 ; DOI : 10.3917/gen.051.0048

FOUCHER Fleur, *Collections ethnologiques de la Ville de La Courneuve : examen, sélection et récolement puis transfert vers le Centre culturel*, Rapport de chantier, Archives municipales de La Courneuve, La Courneuve, 2019

FOUCHER Fleur, PETITJEAN Mikaël « Le déménagement des collections ethnographiques de La Courneuve », in « Le tri des collections patrimoniales », Journées nationales de l'Aprévu au Mobilier national, Paris, 3 février 2020 ; URL (consulté le 08 février 2021) : <https://aprevu.com/2020/04/21/journee-tri-2020-les-enregistrements/>

GABORIEAU Christian, ROY Jean-Michel, PERU Jean-Jacques, *Les clos maraîchers du Pavé d'Amiens aux confins de Stains, Pierrefitte et Saint-Denis, Banlieue-Nord*, 2000

GABORIEAU Christian, JACOBSON Antoine, ROY Jean-Michel, PERU Jean-Jacques, *La collecte du « matériel de maraîcher » des clos de Bobigny*, Banlieue-Nord, 2000

GARCIA Patrick, « Valéry Giscard d'Estaing, la modernité et l'histoire », in ANDRIEU Claire, LAVABRE Marie-Claire, TARTAKOWSKI Danielle (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Presses universitaires de Provence, Aix en Provence, 2006

POULOT Dominique, « Le patrimoine en France : Une génération d'histoire. 1980-2010 », *Culture & Musées* [En ligne], Hors-série | 2013, mis en ligne le 19 juin 2018, consulté le 22 janvier 2021 ; DOI : <https://doi.org/10.4000/culturemusees.773>

POUVREAU Benoît, « Quand Paris logeait ses pauvres en banlieue. Les 4000 à La Courneuve », in HARISMENDY Patrick (dir.), *Rénovation urbaine et patrimoines. Rencontres urbaines de Mazier*, Saint-Brieuc, Ville de Saint-Brieuc, 2010

LOMBARD-JOURDAN Anne, *La Courneuve des origines à nos jours*, CNRS, Ville de La Courneuve, Paris, 1980

ROLLIN Gilles, *La Courneuve, histoire et archéologie. Catalogue de l'exposition*, La Courneuve, 1974a

ROLLIN Gilles, *La Courneuve en cartes postales*, Bibliothèque européenne, Zaltbommel, 1974b

VADELORGE Loïc, « Le programme d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles : bilan et perspectives de la recherche historique », *Espaces et sociétés*, vol.3, n°130, 2007, p.27-40 ; DOI : 10.3917/esp.130.0027

NOTES

1. Nous pensons ici aux initiatives visant à faire des réserves des lieux partiellement visitables (Mucem, Musée des arts et métiers, Louvre-Lens), la réalisation de médiation lors des restaurations (Louvre-Lens), ou encore celles visant à faire participer les publics à l'enrichissement des collections par leurs propositions (musée national de l'histoire de l'immigration) ou par un financement participatif (Ballarini, 2020).
2. Le 8 mars 1971, le gérant du bar-tabac Le Narval abat un adolescent, Jean-Pierre Huet. Le drame suscite une émotion locale et une couverture médiatique nationale importante.
3. Jean Rollin, conservateur en chef du musée d'art et d'histoire de Saint-Denis est le fils d'Auguste Rollin, maire de La Courneuve de 1953 à 1959. Conseiller municipal en charge des beaux-arts auprès de Jean Houdremont de 1959 à 1973, il reste auprès de James Marson puis quitte ses fonctions d' élu en 1979.
4. Le matérialisme historique appréhende l'Histoire au prisme des rapports sociaux. L'évolution des moyens de production détermine les mentalités et comportements des groupes sociaux et la connaissance rationnelle de l'histoire est ainsi l'outil de résolution des contradictions sociales.
5. *Journal d'Aubervilliers*, 25 février 1983.
6. Gaborieau Christian, Peru Jean-Claude, « Note de l'équipe responsable du musée à la municipalité de La Courneuve », Archives municipales de La Courneuve, 1984.
7. *Ibidem*.
8. « Nous demandons instamment que toutes les questions de restauration soient réellement soumises, non seulement à l'avis mais à l'appréciation du Collectif du Musée ». *Ibid*.
9. Ce travail permet notamment la constitution en 1985 d'un plan d'occupation des sols identifiant les patrimoines archéologiques ruraux et industriels du territoire et la réalisation d'un colloque en 1988 sur le patrimoine industriel avec le CILAC.
10. Les deux événements réunissent un total de 1 800 visiteurs pour les deux éditions de 1996.
11. Rapport moral de l'AREPBNP, Archives municipales de La Courneuve, 15 mai 1999.
12. Note au directeur des affaires culturelles, Archives municipales de La Courneuve, 10 mars 2000.
13. « Étude sur la valorisation des cultures et traditions légumières et maraîchères sur le territoire de Plaine Commune », rapport réalisé par Planeth, Archives municipales de La Courneuve, juillet 2009.

14. Élodie Wermuth a réalisé un Master 2 Recherche en anthropologie biologique en étudiant les collections anthropologiques de La Courneuve. Elle est rattachée depuis 2011 à l'UMR 7278 – Anthropologie Droit éthique et Santé.

15. Un chantier-école a permis en 2013 la réfection du mur donnant sur la rue de l'Abreuvoir mais les désordres structurels du bâti demeurent à résorber. Le classement de l'ensemble au titre du « Patrimoine d'intérêt régional » en 2018 permet d'envisager des aides régionales pour la restauration de ce dernier.

RÉSUMÉS

La Ville de La Courneuve (Seine-St-Denis) inaugure un musée des cultures légumières en février 1983 dans une ancienne maison de culture. Après sa fermeture au public à partir de 1995, les collections sont mises en réserve dans une friche industrielle, dans des conditions de conservation médiocres. Sans musée véritable, les collections s'accroissent de façon paradoxale. Plusieurs milliers d'objets sont intégrés entre 1995 et 2010. En 2012, le projet de démolition du bâtiment accueillant les réserves incite la Ville à projeter la réalisation de nouvelles réserves pour l'horizon 2019. Un vaste chantier des collections est engagé afin de rendre possible ce déménagement et de sauvegarder ces collections en déshérence. Les nouvelles réserves, plus petites mais plus saines, présentent de meilleures conditions de conservation préventive. Une refonte de la politique patrimoniale municipale est adoptée simultanément, impliquant de multiples prêts et dépôts hors du champ patrimonial. À partir de l'histoire de ces collections et du chantier en cours, il s'agira d'appréhender le couple objet/musée à travers ses interdépendances et ses fragilités. Un patrimoine se dessine ainsi, trace d'une écriture hésitante et parfois incertaine de la mémoire collective d'un territoire.

The agricultural museum of La Courneuve (Seine-St-Denis) opened in February 1983 in a former farm. Since 1995, the museum has been closed and its collections have been stored until 2019 in an industrial wasteland in poor condition. Without a museum, these collections have paradoxically developed: thousands of objects were acquired between 1995 and 2010, despite the impossibility of showing them. In 2012, due to the demolition of the building where the objects were stored, the municipality decided to move them to a new storage place until 2019. An evaluation of the collection is being undertaken to save the artefacts and prepare for their move. Smaller than the brownfield site, the future storage has better conservation conditions. This article will analyse the object/museum couple through their interconnections and will show how the territory has tried so far to build a collective memory while constituting a heritage.

INDEX

Mots-clés : histoire des techniques, patrimoine rural, patrimoine agricole, collection, objet technique

Keywords : history of technology, rural heritage, agricultural heritage, collection, technical object

AUTEUR

MIKAËL PETITJEAN

Mikaël Petitjean a rejoint la Ville de La Courneuve comme chargé du patrimoine culturel après avoir porté la conception et la médiation des expositions au Musée national de l'histoire de l'immigration. Il y a développé sa réflexion autour des enjeux de médiation des patrimoines (direction avec Piero Galloro et Hélène Bertheleu du numéro « Exposer les migrations » in *Hommes et migrations*, 2019) qu'il étend aux processus de patrimonialisation et d'écriture de l'histoire à l'échelle locale